

RECHERCHE

ÉTUDES POLITIQUES

RECOMMANDATIONS

MAŁGORZATA KOPKA-PIĄTEK

PLUS DE COOPERATION AVEC DES RESULTATS CONCRETS

SONDAGE À L'OCCASION DU 35E ANNIVERSAIRE
DU TRIANGLE DE WEIMAR



Après 35 ans d'existence, le Triangle de Weimar doit encore démontrer sa pertinence. Les résultats de la dernière enquête d'opinion publique révèlent un paradoxe : si la notoriété du format varie considérablement, une majorité des citoyen·nes des trois pays soutient la poursuite de la coopération.



LE TRIANGLE DE WEIMAR APRÈS TRENTE-CINQ ANS : DU SYMBOLE AU TEST DE CAPACITÉ D'ACTION

Le 28 août marque les 35 ans de la création du Triangle de Weimar. Les anniversaires invitent à la réflexion, mais les résultats de l'enquête suggèrent qu'aujourd'hui le regard sur le passé importe moins que de se demander la fonction et la forme que devrait prendre la coopération trilatérale à l'avenir. Le Triangle de Weimar a été créé pour accompagner l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne après la fin du communisme et de la guerre froide; aujourd'hui la Pologne est l'image d'une intégration réussie en Europe et l'un des membres les plus importants de l'UE. Mais les citoyen·nes de Pologne, d'Allemagne et de France n'attendent pas un énième *laïus* sur le passé. Ils et elles soutiennent la coopération à condition qu'elle soit visible, concrète et capable de traduire les trois perspectives spécifiques à chaque pays dans les décisions européennes pour l'avenir.

Dans chacun des trois pays, au moins les deux tiers des sondé·es souhaitent que la coopération se maintienne à son niveau actuel ou se renforce : c'est le cas de 67 % en Pologne, de 75 % en Allemagne et de 67 % en France. Les sondé·es favorables à une coopération beaucoup plus souple ou à l'abandon du format constituent une nette minorité : 9 % en Pologne, 8 % en Allemagne et 10 % en France. Il ne s'agit pas là d'un enthousiasme inconditionnel. C'est cependant un atout rare aujourd'hui : un mandat transfrontalier qui dépasse le cadre de chaque société nationale.

L'intensité de ce mandat varie. En Pologne, la majorité des personnes interrogées souhaitent un renforcement de la coopération (environ 46 %, contre 21 % qui souhaitent la maintenir à son niveau actuel). En France, l'écart entre les partisans d'une coopération renforcée et ceux qui privilégient le statu quo est plus étroit : 39 % contre 29 %. En Allemagne, les deux positions s'équilibrent presque : 38 % souhaitent une coopération plus forte et 37 % souhaitent maintenir le statu quo. Varsovie confère ainsi à ce format la plus forte dynamique en faveur d'un renforcement, Berlin exprime la préférence la plus marquée pour la continuité, tandis que Paris allie une ouverture à de nouveaux développements avec un groupe important qui doit encore se forger une opinion.

UNE EUROPE, TROIS CONTEXTES

Le Triangle de Weimar est ancré au sein de l'Union européenne, son potentiel ne peut donc être dissocié des attitudes de l'opinion publique à l'égard de l'intégration européenne. L'intérêt pour la politique européenne et internationale est le plus élevé en Allemagne (82 %), contre 65 % en France et 62 % en Pologne. L'adhésion à l'UE est soutenue par 63 % des Polonais-es, 61 % des Allemand-es et 53 % des personnes interrogées en France. La France est donc le pays où l'adhésion à l'UE est le moins clairement soutenue, même si les partisans de l'UE y sont toujours plus de deux fois plus nombreux que les opposants. Dans les trois pays, un renforcement de la coopération entre les gouvernements des Etats membres est privilégié plutôt que le transfert de compétences supplémentaires aux institutions de l'UE. L'option intergouvernementale est préférée par 50 % des Polonais-es, 59 % des Allemand-es et 50 % des Français-es. Parallèlement, des institutions européennes plus fortes recueillent respectivement la préférence de 21 %, 24 % et 27 % des sondés-es. Il s'agit là d'un élément particulièrement important pour le récit de ce 35^{ème} anniversaire : le Triangle de Weimar peut servir de cadre au sein duquel trois États membres clés coopèrent pour contribuer, ensemble, à définir les orientations futures et renforcer l'Europe.

Les trois pays partagent également une compréhension pragmatique de l'Europe. La liberté de circulation figure traditionnellement en tête des avantages liés à l'adhésion à l'UE, mais la sécurité, les capacités de défense et l'influence sur les décisions prises au niveau européen sont toutes aussi importantes. Pour les personnes interrogées, l'Europe n'est pas seulement une identité ; c'est aussi un indicateur de la capacité d'action collective. C'est précisément là que s'ouvre un espace pour le « triangle » : les trois capitales peuvent, ensemble, avoir un poids plus important que chacune d'entre elles individuellement.

BIEN CONNU EN POLOGNE, JUGÉ IMPORTANT EN ALLEMAGNE, PEU VISIBLE EN FRANCE

Les plus grandes différences concernent la notoriété du format lui-même. En Pologne, 69 % des personnes interrogées ont entendu parler du Triangle de Weimar, contre 48 % en Allemagne et seulement 30 % en France. Malgré tout, seuls environ 22 % des Polonais-es, 11 % des Allemand-es et 5 % des Français-es sondés-es affirment très bien savoir ce que recouvre ce terme. Les résultats polonais indiquent avant tout une familiarité avec le nom, et non nécessairement une compréhension du mécanisme, de ses objectifs et des actions.

La notoriété du format en Pologne est également générationnelle : le format « Triangle de Weimar » et sa notoriété augmente avec l'âge des sondé-es, tandis que les plus jeunes interrogé-es sont particulièrement nombreux-ses à ne pas encore en avoir entendu parler. En France et en Allemagne, le problème est plus général : malgré un vif intérêt pour les affaires européennes, notamment en Allemagne, le Triangle de Weimar n'est pas ancré dans la conscience collective. C'est là un résultat important de cette enquête : une faible notoriété ne signifie pas nécessairement une indifférence à l'égard de l'Europe ; elle peut au contraire refléter le fait qu'une structure politique telle que le « Triangle de Weimar » n'est pas encore suffisamment visible. Le fossé entre notoriété et évaluation est encore plus frappant. Le rôle du Triangle de Weimar dans la poursuite de l'intégration européenne et dans l'élaboration de l'agenda politique de l'UE est jugé important par 53 % des personnes interrogées en Pologne, 66 % en Allemagne et 55 % en France. Le format bénéficie donc d'un large soutien en Allemagne, même si la notoriété y reste faible. En France, 67% des sondé-es n'ont jamais entendu parler du Triangle de Weimar, mais dès que son objectif est expliqué, 55 % des sondé-es considèrent son rôle comme important. Le potentiel du Triangle de Weimar est donc supérieur à sa notoriété auprès du grand public.

Tableau comparatif : L'image du Triangle de Weimar auprès du public

INDICATEUR	 POLOGNE	 ALLEMAGNE	 FRANCE
Ont entendu parler du Triangle	69%	48%	30%
Considèrent son rôle comme important	53%	66%	55%
Souhaitent une coopération renforcée	46%	38%	39%
Souhaitent que la coopération soit maintenue ou renforcée	67%	75%	67%
Soutiennent les programmes éducatifs conjoints	46%	52%	48%

Les pourcentages ont été arrondis à des nombres entiers. L'option « Maintenir ou renforcer » est la somme de deux réponses à la même question ; des écarts d'un point de pourcentage peuvent résulter de l'arrondissement.

SÉCURITÉ : UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ, DES NIVEAUX D'URGENCE DIFFÉRENTS

La situation géopolitique a renforcé l'importance du format « Triangle de Weimar » : la Russie est considérée comme une menace militaire pour l'UE par 80 % des Polonais-es, 70 % des Allemand-es et 76 % des Français-es interrogé-es, et comme une menace politique par respectivement 76 %, 66 % et 71 % d'entre eux. Le diagnostic commun est donc clair, mais c'est en Pologne que cette perception est la plus marquée ; ce qui n'est pas surprenant, compte tenu de la proximité immédiate de la Pologne avec la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Pour Varsovie, la sécurité reste une réalité immédiate ; à Berlin et à Paris, cette préoccupation est certes partagée par une majorité, mais elle est plus souvent filtrée par les préférences politiques et les opinions générales sur l'UE.

Des différences apparaissent également dans l'attitude envers les États-Unis. Les États-Unis sont considérés comme une menace économique par 38 % des Polonais-es, 63 % des Allemand-es et 68 % des Français-es interrogé-es, et comme une menace politique par respectivement 36 %, 53 % et 54 % d'entre eux. L'opinion publique française et allemande se montre plus inquiète face aux risques liés aux relations transatlantiques, tandis que les Polonais-es considèrent traditionnellement les États-Unis comme un partenaire important. Une politique européenne commune ne peut masquer ces différences. Elle devrait les transformer en rôles complémentaires : la sensibilité de la Pologne face à la menace russe, l'attention de l'Allemagne sur l'économie et l'importance accordée par la France à l'autonomie européenne peuvent se renforcer mutuellement si tous les paramètres sont intégrés dans un plan d'action unique.

DE LA DIPLOMATIE DES SOMMETS À UNE COOPÉRATION VISIBLE PAR LES CITOYEN·NES

Dans l'opinion publique, c'est envers les initiatives transparentes et concrètes, axées sur l'éducation que l'on observe le plus grand soutien. Les programmes éducatifs communs sont soutenus par 46 % des Polonais-es, 52 % des Allemand-es et 48 % des Français-es interrogé-es. L'augmentation du financement des projets culturels et médiatiques recueille respectivement 39 %, 36 % et 36 % d'avis favorables, tandis que les festivals et événements culturels communs obtiennent respectivement 36 %, 39 % et 36 %. Cette convergence est particulièrement forte : les trois sociétés classent les instruments de coopération de la société civile dans un ordre presque identique.

Il s'agit là d'un contrepoids important à une approche essentiellement diplomatique, qui mesure trop souvent les activités à l'aune du nombre de rencontres au niveau gouvernemental. Les personnes interrogées privilégient un autre type de visibilité : les écoles, les universités, la culture, les échanges et un espace médiatique commun. En France et en Allemagne, les jeunes sont particulièrement ouverts aux bourses, aux programmes d'échanges et aux outils numériques, tandis qu'en Pologne, ce sont précisément les jeunes qui sont les moins familiarisés avec ce format. La conclusion est claire : cet anniversaire devrait marquer le début d'un nouveau cycle visant à renforcer la coopération au niveau de la société civile et à faire du « Triangle de Weimar » une partie intégrante de l'expérience vécue par la jeune génération.

Les mêmes tendances générales se retrouvent dans les trois pays. Les personnes qui s'intéressent à la politique, qui ont un niveau d'éducation plus élevé, qui soutiennent l'adhésion à l'UE et qui connaissent le Triangle de Weimar sont plus susceptibles de le considérer important et à se prononcer en faveur d'une coopération renforcée. Cela ne signifie pas que la connaissance engendre automatiquement le soutien. Cela montre toutefois que le manque d'informations entraîne avant tout de l'indécision. Aujourd'hui, le plus grand ennemi du Triangle n'est pas le rejet, mais le manque de visibilité.

COMMENT FAIRE DE CET ANNIVERSAIRE LE DÉBUT D'UN NOUVEAU CHAPITRE

Si l'on veut que le format devienne un véritable instrument politique et ne reste pas une simple façade, des mesures différenciées sont requises à plusieurs niveaux, à commencer par le niveau gouvernemental. Les chefs d'État et de gouvernement devraient aller au-delà des déclarations d'intention générales et établir un ensemble concis et ciblé d'engagements concrets. Chaque déclaration commémorative devrait donc comporter trois à cinq objectifs communs clairement définis, chacun assorti d'un délai précis, de responsabilités attribuées et d'un engagement à rendre compte publiquement des progrès réalisés. Ce programme central pourrait couvrir des domaines capitaux pour l'Europe d'aujourd'hui : la sécurité européenne, la résilience économique et énergétique, le renforcement de la compétitivité et une politique cohérente à l'égard des voisins orientaux et méridionaux de l'UE. Le critère déterminant devrait être de savoir si, un an plus tard, les citoyen·nes seront en mesure de citer sans difficulté ce que le « Triangle de Weimar » a convenu et en quoi ces accords ont modifié la réalité de la politique européenne. Au niveau gouvernemental, le défi consiste à instaurer un mécanisme

de coordination permanent qui intervient avant que les décisions de l'UE ne soient prises. Il conviendrait de mettre en place des groupes de travail trilatéraux réguliers afin de préparer des documents d'options stratégiques communs et de coordonner les consultations en amont des réunions importantes du Conseil européen et des principales formations sectorielles clés du Conseil. Ce mécanisme devrait fournir une plateforme pour concilier les positions partout où il existe une véritable marge pour des compromis. Les questions difficiles ne doivent pas être évitées. Les domaines de désaccord évidents – comme les divergences d'appréciation des relations transatlantiques ou les priorités sécuritaires – devraient faire l'objet d'une communication ouverte et être abordés par le biais de négociations de fond, plutôt que d'être artificiellement dissimulés sous des éléments de langage artificiels et des formules toutes faites.

Pour devenir un pilier durable de l'architecture politique de l'Europe, le Triangle de Weimar a également besoin d'une base parlementaire solide. Cela permettrait d'assurer la continuité de la coopération, indépendamment des cycles politiques et des changements de gouvernement à Varsovie, Berlin ou Paris. Les trois parlements devraient donc mettre en place un forum permanent réunissant les commissions parlementaires concernées. Des débats annuels sur l'état de la coopération de Weimar et des auditions conjointes d'experts réduiraient le risque que le Triangle de Weimar ne devienne un projet politique dépendant uniquement de la majorité parlementaire du moment. Les résultats du sondage révèlent des divergences politiques marquées dans l'évaluation de ce format, mais ils montrent également que le mandat public en faveur de la coopération dépasse largement le noyau le plus pro-européen de l'électorat. Le Triangle de Weimar constitue donc une excellente base pour établir un large consensus national, pour ancrer la coopération indépendamment de la politique partisane du moment et pour en faire un cadre commun et bien établi, au-delà des appartenances politiques. Il est tout aussi important, et peut-être crucial pour le succès à long terme, d'agir au-delà du niveau du gouvernement central. Pour les collectivités locales et régionales, la recommandation est de déployer les initiatives de Weimar en dehors des capitales. Un instrument efficace pourrait être un programme de micro-subventions – un « Fonds de Weimar » – soutenant les partenariats entre les villes et les municipalités, les écoles, les bibliothèques locales, les institutions culturelles et les organisations de la société civile. Le fonds devrait exiger l'implication de partenaires des trois pays et accorder une importance particulière aux initiatives mises en œuvre dans les petites villes et les zones rurales. Le sondage révèle un fort degré d'indécision et un faible intérêt pour la coopération de Weimar au sein de la population moins impliquée dans le débat actuel sur l'Union européenne. Il est donc essentiel de

former des ambassadrices et ambassadeurs locaux pour promouvoir l'idée de Weimar et de soutenir des projets qui répondent aux besoins concrets de la société civile.

L'éducation est un domaine extrêmement important pour l'établissement de liens trilatéraux durables, ce que les personnes interrogées dans les trois pays soutiennent fermement. Les ministères de l'Éducation, les établissements d'enseignement supérieur et les organisations de la société civile devraient lancer conjointement une initiative de grande envergure, sous le titre provisoire « Génération Weimar ». Le sondage montre clairement que les programmes éducatifs communs constituent la priorité absolue des personnes interrogées. Pour qu'elle soit couronnée de succès, l'initiative devrait inclure des modules trilatéraux dans les programmes scolaires, des programmes d'échange élargis pour les enseignant·es, les élèves et les étudiant·es, des laboratoires citoyens innovants, des stages internationaux dans l'administration publique et des projets destinés aux journalistes. Une condition essentielle à la réussite est qu'il ne doit pas s'agir de trois programmes nationaux distincts et menés en parallèle, mais d'une véritable expérience commune qui rassemble et fait dialoguer les perspectives des participant·es de Pologne, d'Allemagne et de France.

Les médias du service public et le secteur culturel ont également un rôle important à jouer pour renforcer la compréhension mutuelle et rapprocher les trois sociétés. Leur mission devrait être de contribuer à la création d'un espace trilatéral commun dédié aux débats et aux échanges culturels, exempt de toute propagande politique. La coopération dans ce domaine devrait englober les coproductions cinématographiques et télévisuelles internationales, le soutien à la traduction d'œuvres littéraires et de textes journalistiques dans toutes les directions, les échanges entre rédactions ainsi que des débats publics qui n'hésitent pas à aborder des sujets difficiles ou à présenter ouvertement des questions controversées. L'objectif ultime est d'approfondir la connaissance que ces trois sociétés ont les unes des autres afin de renforcer les liens interpersonnels, et non pas simplement de créer un canal supplémentaire pour la promotion institutionnelle des gouvernements. La crédibilité du format de Weimar s'affirmera naturellement lorsque l'opinion publique constatera que les discussions portent à la fois sur des intérêts stratégiques communs et sur de réelles divergences découlant de la situation spécifique de chaque pays, et ce, dans un esprit de dialogue constructif entre partenaires égaux.

UN ANNIVERSAIRE SANS COMPLAISANCE

Après 35 ans d'existence, le Triangle de Weimar n'est pas un format dépassé. Il s'agit toutefois d'un projet qui peut encore être développé. La Pologne apporte la plus grande notoriété et le soutien le plus fort en faveur d'une coopération approfondie. L'Allemagne offre la reconnaissance la plus large de l'importance politique de ce format et le mandat le plus solide en faveur de sa pérennité. La France, malgré une notoriété moindre, fait preuve d'une volonté considérable de soutenir ce format dès lors que son objectif est clairement expliqué. Les points communs l'emportent sur les différences : dans les trois pays, les citoyen·nes souhaitent une coopération entre les États qui renforce la capacité d'action de l'Europe, mais ils attendent des preuves que cela fonctionne. L'anniversaire du 28 août devrait donc permettre d'élargir la portée du « Triangle » en tant que forum avant tout diplomatique afin de le transformer en un instrument de conception de la politique européenne, s'étendant davantage qu'auparavant à la coopération de la société civile. Le meilleur cadeau d'anniversaire ne sera pas une énième déclaration sur l'importance de ce format et de ses mérites. Il s'agira désormais de permettre aux citoyen·nes de Pologne, d'Allemagne et de France de citer à l'avenir des projets concrets qui y sont liés.

Note méthodologique

Les données proviennent d'une enquête représentative commandée par l'Institut des affaires publiques (ISP) dans le cadre du projet de recherche « Triangle de Weimar – Enquête d'opinion publique », mené en coopération avec la Fondation Heinrich Böll à Varsovie. Ipsos a réalisé l'enquête du 24 juillet au 4 août 2026 selon la méthode CAWI en France, en Allemagne et en Pologne, sur la base d'échantillons de quotas représentatifs de personnes âgées de 18 à 75 ans issues d'un panel en ligne (France N=1 004 ; Allemagne N=1 014 ; Pologne N=1 074). Les quotas couvraient le sexe, l'âge, la taille du lieu de résidence, la région et le niveau d'éducation des personnes interrogées. Les valeurs ont été arrondies à des pourcentages entiers. Pour les questions à choix multiples, la somme des pourcentages ne correspond pas à 100 %.

Małgorzata Kopka-Piątek, membre du conseil d'administration de l'Institut des affaires publiques et chercheuse indépendante spécialisée dans les migrations, la politique européenne, les questions de genre et d'égalité ainsi que l'engagement social et politique des femmes.